

# ESPAGNE: PANDORA RÉPRIME, ARRÊTE ET EMPRISONNE...

Le mardi 16 décembre 2014, sous l'accusation d'association terroriste, le royaume d'Espagne arrêta, dans le cadre du dénommé «*Cas Pandora*», quatorze personnes et en incarcéra sept en préventive dans l'attente d'un jugement. Le même jour, à Madrid et à Barcelone, la police nationale dispersait violemment, et en procédant à quatre nouvelles détentions, des manifestations spontanées de plus de 800 personnes.

L'Espagne, l'un des quatre pays européens accusés de tortures et de racisme policiers par *Amnesty International*, se révèle par sa violente répression étatique en se protégeant par une loi antiterroriste ambiguë et récemment réformée (dix jours d'isolement pour le détenu, au risque de possibles tortures, violations et autres mauvais traitements) qui définit comme infraction à caractère terroriste des actions «*dont la fin est de bouleverser l'ordre constitutionnel ou d'altérer gravement la paix publique*».

Sous cette accusation, en Espagne, les gens sont susceptibles d'être détenus et même emprisonnés - en vue d'un jugement qui n'arrive jamais - affublés de présupposés idéologiques qui ne répondent en réalité qu'aux profils établis par un pouvoir judiciaire au service des intérêts du parti politique dirigeant du moment.

Il semble que, pour l'Espagne, le nouveau «*danger*» se situe dans la possession de matériels de destruction massive tels des «*fusées de détresse*», des «*balles de golf*», des «*canifs*», ainsi que d'«*écrits qui incitent à l'effusion de sang*» (qui n'ont pas été rendus publics et dont les contenus n'ont pas été précisés) ou qui, d'après les pouvoirs en place, «*incitent à la subversion de l'ordre établi*» (définition littéralement reproduite des déclarations officielles après les détentions).

Parmi les accusations figurent plus de vingt explosions dont personne n'a jamais été informé et dont les médias ne se sont pas fait l'écho, à l'exception de l'explosion de la basilique du Pilar de Saragosse, pour laquelle on a inculpé deux personnes d'origine chilienne qui sont actuellement détenues sans jugement et auxquelles, jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas attribué de complices, bien que, depuis peu, on essaie de les associer à ces autres détenus.

Il est clair que nous nous trouvons devant un nouveau montage semblable à ceux déjà vécus dans les années 1970 et 1980 avec lesquels l'appareil policier attribuait aux organisations libertaires les attentats commis par l'ETA récemment disparue, y compris après leur revendication par cette dernière de manière officielle. La différence avec ces nouvelles et absurdes accusations réside dans le fait qu'il y manque toujours des attentats, des victimes, des explosifs, des faits réels qui pourraient soutenir cette présumée vague d'explosions.

Il est évident qu'un système qui devient progressivement corrompu et décadent a besoin d'expurger chaque fois plus ses maux. Un système administratif et financier qui vole ses «*citoyens*» a besoin de diriger l'opinion publique vers les prétendues conspirations. Celles-ci sont les ultimes conséquences d'un État qui, héritier de la dictature, n'a jamais atteint la séparation basique des pouvoirs judiciaire, législatif, et exécutif, où la justice obéit au gouvernement ainsi qu'aux lois promulguées par ce dernier.

Pour cela, nous dénonçons toute collaboration avec un pays qui travaille à l'exploitation du peuple par le caciquisme dans la plus honteuse caricature européenne de la démocratie.

Stop aux détentions arbitraires et aux disparitions des travailleurs, où qu'ils résident!